

ALPENSCÈNE



LA REVUE DE LA CIPRA

N° 113/2026



Co-construction
souhaitée !

Renforcer la participation dans les Alpes

- 3 **Éditorial**
- 4 **Une voix pour les femmes :**
Claudia Heeb-Fleck défend l'égalité
- 6 **Façonnons l'avenir des Alpes ensemble**
Pourquoi la participation est-elle si nécessaire ?
- 10 **Des outils pour une participation réussie :**
Comment les communes impliquent leurs habitants
- 12 **Des aventures partagées : la montagne inclusive**
Surmonter les préjugés en randonnée
- 13 **« Façonner les conditions de vie quotidiennes »**
Interview avec Katharina Crepaz, spécialiste en sciences politiques
- 14 **Panorama**
Et moi ? Je m'engage ?
- 16 **« La politique n'est jamais proposée comme orientation professionnelle »**
Interview avec Sonja Jöchtl, co-fondatrice de « Love Politics »
- 19 **Les voix de la jeunesse alpine**
Comment les jeunes défendent la cause alpine au niveau local
- 20 **Droit à la transparence et à la participation**
La plainte contre Olympia 2030 en France
- 22 **Passer de l'écoute à l'action**
Les conditions d'un développement de quartier réussi
- 24 **Un regard oblique : Résistance à la crise climatique**
S'inspirer de la nature
- 26 **Par monts et par vaux** 27 **Point d'orgue** 28 **Bande-annonce**



CIPRA, UNE ORGANISATION AUX ACTIVITÉS ET AUX VISAGES MULTIPLES
La Commission internationale pour la protection des Alpes, la CIPRA, est une organisation faîtière non gouvernementale avec des représentations nationales dans sept pays alpins ; elle regroupe plus de cent associations et organisations. Elle œuvre pour un développement durable dans les Alpes, comprenant la préservation du patrimoine culturel et naturel, de la diversité régionale, ainsi que la proposition de solutions transnationales répondant aux problèmes rencontrés dans l'espace alpin.

Paraît périodiquement en version française, allemande, italienne et slovène. La reproduction des articles de cette revue est autorisée sur demande à condition d'indiquer les sources et d'envoyer un exemplaire après parution.

CIPRA INTERNATIONAL
Kirchstrasse 5, LI-9494 Schaan
Tél. : +423 237 53 53 **Courriel** : international@cipra.org
Site web : www.cipra.org

MENTIONS LÉGALES
Éditeur : CIPRA International
Rédaction : Maya Mathias-Seger (responsable)
Autres auteur-trice-s : Caroline Begle, Anna Blanc-Gras, Cristina Dalla Torre, Jakob Dietachmair, Michael Gams, Alma Hummelsberger, Paul Kuncio, Maya Mathias-Seger, Anna Mehrmann, Lauren Mosdale, Alexandra Senn, Sofie Terzer, Giovanni Volpi
Traductions : Lea Burjan, Reinhold Ferrari, Maria Nievoll
Relecture : Caroline Begle, Manon Wallenberger, Francesco Pastorelli, Katarina Žakelj **Concept graphique et mise en page** : Jenni Kuck **Impression** : Vorarlberger Verlagsanstalt GmbH/A **Tirage** : 12 000 exemplaires

ABONNEMENTS
Alpenscène peut vous être envoyée gratuitement par CIPRA International : www.cipra.org/alpenscene

Alpenscène est publiée par CIPRA International avec la Principauté du Liechtenstein et de la fondation Aage V. Jensen Charity Foundation.



Photos: Mario Marogg (photo de la couverture, p. 2 en haut), Paul Kuncio (p. 2 en bas), Julian Konrad (p. 3)



Schaan/LI, Octobre 2026

Chères lectrices et chers lecteurs,

Lorsque j'observe l'actualité, que ce soit dans les journaux, à la télévision ou sur les réseaux sociaux, j'ai l'impression qu'aujourd'hui, c'est presque toujours la loi du plus fort qui l'emporte. Les débats sont dominés par celles et ceux qui parlent le plus fort, et les personnes sans égards comme les opinions extrêmes attirent le plus l'attention. Plus j'y réfléchis et plus j'en parle avec mes collègues, mes ami-e-s ou ma famille, plus je me dis: «Ce n'est tout de même pas possible!» Cela reflète-t-il vraiment la réalité? Ou bien est-ce que certain-e-s sont particulièrement bruyant-e-s, tandis que nombre de personnes ne sont pas audibles? Mes expériences personnelles et la science racontent une autre histoire: qu'il s'agisse de biologie évolutive, de science comportementale ou encore d'économie, la coopération s'avère souvent plus fructueuse que la confrontation. Les communautés d'êtres humains, d'animaux et de plantes sont plus résistantes, leurs décisions sont plus viables à long terme et les ressources sont utilisées de manière plus réfléchie. Tous les acteurs en tirent profit. Les plus bruyants attirent peut-être toute l'attention, mais ce sont les autres qui remportent les succès.

En tant que médiateur diplômé, je sais que la participation peut être éprouvante. Elle requiert du temps, des connaissances, du courage, de la confiance et une volonté d'écoute. Les élections, les référendums et les autres formes de participation politique ne répondent pas toujours à ces exigences. Ils mobilisent avant tout les personnes bien informées et engagées. La participation réussit lorsque les gens sont mobilisés là où ils vivent au quotidien. En ces endroits, ce sont eux les expert-e-s et ils peuvent apporter

leur expérience, leur savoir et leurs idées pour changer les choses. Les responsables politiques et l'administration doivent créer des conditions nécessaires à cela en impliquant les personnes concernées dès le départ, en partageant les informations de manière transparente et en testant de nouveaux formats de participation. Cela vaut également pour la CIPRA. Quiconque revendique la participation, doit se laisser juger à l'aune de cette exigence. Nous ne parvenons pas toujours à refléter toute la diversité de la société; nos activités sont souvent moins variées que nous le souhaiterions. Nous y travaillons chaque jour. Car la participation et l'inclusion ne sont pas que des états que l'ont atteint une fois pour toutes, mais des processus qui exigent une attention constante et un développement continu. A quand remonte votre dernière participation? Où avez-vous permis à d'autres de s'impliquer? Qu'est-ce qui a fonctionné? Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné? N'hésitez pas à partager votre expérience avec nous à l'adresse: international@cipra.org.

«Co-construction souhaitée ! Renforcer la participation dans les Alpes » n'est pas simplement le titre de ce numéro, mais une invitation qui s'adresse à nous tous: réfléchir sans cesse à la participation, l'élargir et convaincre davantage de personnes d'y adhérer. Notre espace de vie commun, les Alpes, est trop précieux pour laisser son avenir entre les mains des plus bruyant-e-s.

Jakob Dietachmair
Directeur de CIPRA International



«
**S'engager est pour moi
une sorte d'élixir de vie.**

» Claudia Heeb-Fleck



Claudia Heeb-Fleck
manifeste à Vaduz/LI
pour plus d'égalité.

Une voix pour les femmes

Derrière une banderole transparente sur laquelle est inscrit « Ensemble pour l'autodétermination » («Solidarisch für Selbstbestimmung»), quelques 200 manifestant-e-s ont traversé les rues de Vaduz en ce 14 juin 2026. Le groupe hétéroclite applaudi par les touristes, ne passe pas Inaperçu. Au cœur de la foule : Claudia Heeb-Fleck. Cheveux courts et regard aiguisé derrière ses lunettes brunes, sa détermination est manifeste. Lorsque le cortège atteint la place du quartier gouvernemental, elle prend la parole derrière un micro. Avec calme et clarté, la militante de 66 ans s'exprime sur l'autodétermination, la protection contre les violences et l'inégale répartition du travail domestique. C'est la troisième grève féministe coorganisée par Claudia Heeb-Fleck. « Nos revendications restent d'actualité », affirme-t-elle plus tard. Seul le congé parental rémunéré a été introduit entre temps, une étape importante pour le mouvement féministe. « S'engager est pour moi une sorte d'élixir de vie. On doit y investir beaucoup d'énergie, mais on en reçoit ensuite beaucoup. »

Son engagement en faveur de l'égalité est comme le fil conducteur de sa vie. Adolescente, elle quitte Bad Säckingen/D en 1975 pour s'installer au Liechtenstein. « Ma mère m'avait dit que là-bas, toutes les filles devaient porter des jupes », explique-t-elle en riant. « Le premier jour, je suis arrivée avec une jupe sage, qui descendait jusqu'au-dessus des genoux, alors que tout le monde portait des jeans. » Elle s'est certes intégrée rapidement, mais l'absence de droit de vote pour les femmes l'irrite. Aujourd'hui, elle considère cela comme sa première prise de position politique. Lors de ses études d'histoire à Berne, Claudia Heeb-Fleck a étudié l'idéologie de genre qui s'est développée au 18e siècle, et reste aujourd'hui encore influente alors qu'elle cantonne les femmes dans un rôle de femme au foyer, d'épouse et de mère et fait de ces fonctions leur seule vocation. Ces rôles ne sont pourtant pas prédéfinis par la nature, mais modifiables. Cette prise de conscience a marqué l'historienne et professeure. Elle

**Respect, équité, non-violence:
l'engagement de la féministe
Claudia Heeb-Fleck au Liechtenstein.**

a suivi à distance l'introduction du droit de vote des femmes au Liechtenstein le 1er juillet 1984. A son retour, c'était pour elle une évidence : « Je veux m'engager au sein du mouvement féministe et en faveur de l'égalité. » Elle a réalisé son souhait : dans ses cours, elle a donné de la visibilité aux femmes et à leurs conditions de vie et a débattu avec ses élèves au sujet des stéréotypes de genre et d'égalité. En 2009, en tant que nouvelle dirigeante du centre de conseils pour femmes infra, elle a notamment créé des services destinés aux migrantes. Membre de diverses organisations féministes, elle a contribué à la fondation de l'Association pour les droits humains et s'est battue pour obtenir plus de diversité en politique. A Vaduz, le rassemblement se disperse peu à peu et les organisatrices répondent aux questions de la presse. Il est avant tout question d'une initiative populaire lancée notamment par Claudia Heeb-Fleck, qui réclame une interruption de grossesse sans risque de poursuites jusqu'au troisième mois ainsi que la levée de l'interdiction de divulgation d'informations autour de l'avortement par les médecins. L'initiative populaire a encore besoin de 1 000 signatures. Le prince héréditaire du Liechtenstein y est toutefois opposé et veut utiliser son droit de veto. Claudia Heeb-Fleck semble préoccupée, mais garde son sang-froid : « Le fait que le prince héritier ait annoncé son veto avant même la récolte des signatures et la formation des opinions pose des questions en matière de démocratie. » Toutefois, cela ne la décourage pas. Sa persévérance impressionne. Après le vote, Claudia Heeb-Fleck souhaite lever le pied, mais elle ne laissera jamais tomber la cause. « Je crois que l'engagement pour l'égalité m'accompagnera jusqu'à la fin de mes jours. » A l'avenir également, elle continuera d'élever la voix, que ce soit dans la rue ou au sein des débats politiques. ▲

Maya Mathias-Seger
CIPRA International

Photos: Jana Witzig

Blocage de l'autoroute du Brenner :
des milliers de personnes ont manifesté
le 30 mai 2026 contre les nuisances
causées par la hausse du trafic.



Concevoir l'avenir des Alpes ensemble

Ces derniers mois, les manifestations contre les grands événements, contre les nuisances dues au trafic de poids lourds ou encore contre la pollution dans les Alpes l'ont démontré : nombre de personnes veulent avoir davantage voix au chapitre. La participation s'impose donc comme une question centrale pour la démocratie, la protection du climat et le développement équitable des régions alpines.

En février 2026, durant les Jeux olympiques d'hiver de Milan – Cortina/I, des milliers de personnes sont descendues dans la rue dans le cadre de la « Utopiadi ». Elles dénonçaient les coûts sociaux et écologiques des grands événements organisés dans les Alpes, ainsi que les dépenses publiques massives, l'utilisation des terres et le fossé grandissant entre les décideur-euse-s et les habitant-e-s. Quelques mois plus tard, en mai 2026, des milliers de manifestant-e-s ont bloqué l'autoroute autrichienne du Brenner, l'un des couloirs de transit les plus fréquentés d'Europe. Cette opération a mis en évidence la charge de trafic quotidienne massive des vallées alpines causée par le transport de marchandises. Celle-ci entraîne des problèmes environnementaux et sanitaires, mais donne aussi l'impression que les Alpes sont réduites à une simple région de passage. Ces exemples soulèvent la question suivante: qui conçoit l'avenir des régions alpines?

Photo: Leonhard Angerer

Qui a voix au chapitre?

La participation est une des valeurs centrales de la démocratie. Elle permet aux individus de faire entendre leur voix, d'exercer une influence, de remettre en question les opinions dominantes et de prendre part activement à la vie démocratique. Tous les pays alpins sont des Etats démocratiques. Mais ce régime politique ne garantit pas automatiquement à lui seul une participation concrète de tous les acteur-ric-e-s. De nombreuses personnes disposent certes du droit de vote, mais se sentent toutefois exclues des prises de décisions concernant leur vallée, leur ville, leur habitat, leur eau, leur mobilité ou encore leur paysage. Ces conflits sont aussi des problématiques démocratiques: qui dispose des informations, qui a voix au chapitre, qui possède le savoir, quelle est la valeur de chaque voix, et qui en subit les conséquences?

«
En particulier concernant les questions environnementales, la participation n'est pas un simple bonus, mais un droit.

» Lauren Mosdale

>



Approvisionnement communautaire: les bisses sont des conduites d'eau historiques dans le Valais/CH.

de justice élevés ou encore des réglementations restrictives en matière de protestation peuvent fragiliser la participation. Elle doit donc être protégée non seulement en tant que valeur, mais aussi en tant que condition pratique à la démocratie.

La participation comme condition préalable face au changement

L'adaptation face au dérèglement climatique rend d'autant plus urgente l'amélioration de la communication entre décideur-euse-s et citoyen-ne-s. La politique environnementale a longtemps insisté sur l'empreinte écologique, qui a individualisé la responsabilité ainsi que les comportements modèles : comment les individus peuvent-ils réduire les dommages qu'ils causent eux-mêmes à l'environnement? Cela reste important, mais ne suffit pas. L'empreinte sociale et politique est tout aussi importante : quelle transformation positive les gens peuvent-ils provoquer ensemble en s'organisant, en s'impliquant et en exerçant une influence sur les systèmes? La neutralité carbone, la protection de la biodiversité et la résilience des sociosystèmes requièrent des décisions communes, des règles équitables et une participation d'ampleur. Cela est particulièrement vrai pour les Alpes, où le changement climatique affecte déjà les paysages, les risques naturels et les conditions de vie. Les décisions en matière d'eau, d'énergie, de tourisme, de forêts, de mobilité et d'aménagement urbain exercent une influence directe sur la vie quotidienne. Sans participation, le changement risque d'être imposé d'en haut ou de devenir un privilège réservé à celles et ceux qui disposent des moyens nécessaires.

La participation a des origines alpines... mais elle n'était pas ouverte à toutes et à tous

La région alpine possède une longue tradition d'organisation collective. Des siècles durant, les communautés ont développé

Organisation communautaire: des initiatives culturelles de la région alpine se mettent en réseau dans le cadre du Alpine Changemaker Network à la fin mai 2026 à Silandro/It.

des règles communes afin d'administrer des ressources limitées et de survivre dans des conditions géographiques difficiles. Les systèmes d'irrigation des bisses du Valais en Suisse ou les systèmes d'organisation collective tels que les « consortages » dans la vallée de Chamonix en France en sont des exemples. Dans le Trentin italien, les « Usi civici » partagent les droits de pâturage et d'exploitation forestière entre les membres de la communauté. Ces systèmes reposaient sur le débat, la prise de décision locale, le partage des responsabilités, une vision long terme et des sanctions à l'encontre de ceux qui enfreignaient les règles. Le passé ne doit toutefois pas être romantisé. Ces systèmes sont souvent apparus en raison d'une nécessité urgente, et non pas suivant des idéaux d'équité. Leur conception de la « communauté » était souvent restreinte. Dans nombre de cas, les femmes, les personnes nouvellement arrivées, les foyers pauvres ou encore les jeunes ne disposaient que d'un pouvoir limité, voire d'aucun droit de vote officiel. Étendre la participation ne signifie donc pas, de revenir aux anciens modèles tels qu'ils existaient, mais plutôt d'en tirer des leçons, et de prendre en compte leurs limites. Une bonne participation implique de poser des questions simples, mais qui dérangent parfois. Qui peut prendre part aux réunions ? Qui dispose du temps nécessaire à la lecture de documents ? Qui comprend la langue des institutions ? Qui est suffisamment à l'aise pour parler en public ? Qui est pris au sérieux ? Qui n'apparaît pas dans l'espace public ?

Une chance équitable de participer

Il peut être éprouvant de participer. Cela requiert du temps, de se tenir au courant de thématiques complexes, de trouver des informations fiables, de rencontrer d'autres acteur-ice-s, d'établir des relations de confiance, de formuler une opinion et par-



fois de s'impliquer physiquement dans l'arène publique – dans une salle de réunion, une assemblée communale ou une manifestation. Cela peut être particulièrement difficile pour les personnes moins privilégiées ; qui disposent de peu de moyens financiers, ont d'importantes responsabilités familiales, doivent surmonter des barrières linguistiques, vivent avec des handicaps, travaillent dans des conditions d'emploi précaires ou connaissent mal les institutions. C'est pourquoi les processus de participation doivent être élaborés avec précaution. Chacun-e devrait disposer d'une chance équitable de participer, pas seulement celles et ceux qui maîtrisent déjà les règles du jeu. La participation n'est pas souhaitable : elle est nécessaire. Les institutions en ont besoin

car les décisions sont plus solides et légitimes et ont davantage de portée lorsqu'elles sont prises en commun par les concerné-e-s. La société civile en a également besoin car la participation renforce la solidarité, l'action politique et l'auto-détermination collective. Elle est particulièrement importante dans les régions alpines, où les décisions ont souvent un effet direct sur les paysages, les vallées et les communes. La participation est donc une condition sine qua none dans les Alpes pour amorcer un réel changement sans mettre de côté les habitant.es. ▲

Cristina Dalla Torre, vice-présidente de CIPRA International, et **Lauren Mosdale**, co-directrice de CIPRA France

« **Chacun-e devrait disposer d'une chance équitable de participer.**

» Cristina Dalla Torre

La participation a besoin de droits

En particulier concernant les questions environnementales, la participation n'est pas un simple bonus, mais un droit. La convention d'Aarhus, signée en 1998, repose sur trois piliers. 1) Le public ne peut participer de manière constructive que s'il a accès à des informations claires. 2) Il peut exercer une influence sur les décisions à condition d'être impliqué en amont, et non pas lorsque les orientations principales ont déjà été définies. 3) Enfin, il ne peut défendre ses droits qu'à partir du moment où la procédure menant aux tribunaux n'est pas trop coûteuse, trop complexe ou trop risquée. Ces trois droits sont aujourd'hui menacés. Des procédures compliquées, un manque de transparence, des délais de consultation courts, des frais

Foto: Roland Zumbühl

Foto: Arian Kudrnofsky



La Convention citoyenne pour le climat de Grenoble/F, composée de participant.e.s choisi.e.s au hasard, élabore des propositions en faveur du développement durable.

Des outils pour une participation réussie

Un laboratoire démocratique, des promenades urbaines ou un portail pour la participation numérique : à travers les Alpes, des communes impliquent leurs habitants.

Assis en cercle, des enfants parlent de climat et d'avenir à l'occasion d'un workshop. Dans les rues, des affiches attirent l'attention, et le cinéma local diffuse un court spot faisant la promotion d'un « bar à échanges » dans lequel on peut partager des outils, à la place de les acheter. Un banquet public composé de mets partagés rassemble des habitants sur une place, tout en sensibilisant au gaspillage. Ces quelques exemples, et d'autres « idées

climat» de la ville de Thoun en Suisse, n'ont pas été élaborés dans une salle de réunion, mais directement par la communauté de la ville. Par le biais d'un appel ouvert à tous, les citoyen-ne-s ont pu déposer des propositions et décider eux-mêmes de l'utilisation d'une partie du budget public. A travers ce budget participatif de 60 000 francs, Thoun encourage activement l'engagement local : sur les 36 projets déposés, onze ont été sélectionnés par un vote public en ligne, et quatre d'entre eux ont été mis en œuvre.

Ailleurs aussi, ce concept est testé et adapté : Dans les communes slovènes d'Ildrija et de Tolmin par exemple, les jeunes reçoivent chaque année leur propre budget et décident eux-mêmes de son utilisation – pour organiser des projets sportifs, des workshops ou autres

événements. Ils constatent ainsi que leur participation produit des résultats concrets.

Un conseil dédié au climat

Autour de tables rondes, dans un bruit léger de conversations, sont installées plusieurs centaines de personnes échangeant autour de notes et des dessins. Des mois durant, elles se sont régulièrement réunies pour trouver ensemble des réponses à ces questions : comment ré-organiser son quotidien afin qu'il soit plus respectueux du climat? Quels changements sont raisonnables et nécessaires ? Il en résulte des idées concrètes : davantage de produits bios dans les cantines, moins de pesticides dans l'agriculture, des matériaux de construction plus respectueux du climat, des normes plus strictes pour les constructions nouvelles, de meilleures pistes cyclables, plus d'énergie locale, moins de déchets. Ce processus à grande échelle a été initié par le groupement de communes « Grenoble Alpes Métropole », composé de 49 communes et d'environ 450 000 habitants. Accompagné de spécialistes issu-e-s



Dans le cadre d'un exercice créatif, les membres du Conseil de l'avenir de Lindau/D défont ensemble un nœud sans échanger un mot.

des sciences, de l'administration, de l'économie et de la société civile, le conseil du climat, dont les membres ont été tirés au sort, s'est interrogé des mois durant sur la manière dont la région pourrait réduire massivement ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. De nombreuses propositions en ont résulté, allant de changements systémiques en matière de mobilité et d'énergie à des questions de consommation au quotidien. Nombre d'entre elles ont été intégrées dans les stratégies politiques, d'autres ont fait l'objet de débats publics ou ont été de nouveau soumises à décision. En partenariat avec le centre de recherche Eurac, la ville alpine de Bolzano, en Italie, a opté pour une solution similaire : lors d'un «rassemblement pour le climat» organisé dans le cadre du projet «KlimaBZ», des personnes choisies au hasard se sont entretenues avec des représentant-e-s de groupes d'intérêt – un nouvel exemple illustrant comment les décisions politiques peuvent être mieux ancrées dans la société.

plusieurs centaines de places de stationnement, pour un coût d'environ 13 millions d'euros, aurait permis de réduire le trafic autour de l'île. Ce projet, considéré par beaucoup comme surdimensionné et problématique sur le plan urbanistique, a finalement été rejeté à la majorité lors d'un référendum citoyen. En conséquence de cela, la municipalité a choisi de s'appuyer davantage sur les processus de participation structurés – au départ dans des formats similaires, par la suite en les regroupant numériquement. Aujourd'hui, le portail assure la transparence des projets et invite à participer en amont. Les instruments numériques comme celui-ci, offrent rapidement de la visibilité à différentes perspectives et ancrent la participation démocratique dans le quotidien de la population.

Michael Gams
CIPRA International

Participer numériquement aux prises de décision

A la table de la cuisine, une femme prend son café, smartphone en main. Entre deux rendez-vous, elle prend quelques minutes pour exprimer son opinion : comment réaliser au mieux le réaménagement d'une place centrale dans sa ville d'origine? Comment mieux combiner trafic routier et qualité de vie ? Comme des centaines d'autres personnes, elle partage ses points de vue sur le portail numérique de participation de la ville de Lindau, située sur la rive du lac de Constance en Allemagne. Il offre aux habitant-e-s un accès facile aux processus décisionnels locaux. Cette plateforme a vu le jour à la suite de débats intensifs, parfois houleux, au sujet d'un projet de parking sur la Place Karl Bever: la construction de

Du «Fuzzy Voting» jusqu'à l'assemblée

Quelles formes de participation citoyenne sont plus ou moins efficaces ? – lesquelles sont le plus pertinentes ? Le « laboratoire démocratique » de Bâle s'est penché sur cette question dans une étude ayant duré trois ans et ayant impliqué plus de 3 000 participant-e-s. Un grand nombre de méthodes ont été testées : du Fuzzy Voting, qui permet des réponses plus nuancées qu'un simple «oui» ou «non», aux budgets citoyens dont les propositions peuvent être déposées et priorisées en ligne, en passant par les groupes constitués au hasard et élaborant des projets qui font ensuite l'objet d'un vote. Cette étude a été complétée par des assemblées visant à trouver des solutions concrètes, des organismes de consultation à long terme ainsi que des instruments numériques qui offrent la possibilité de déposer des retours d'expériences en continu et d'échanger directement avec les décideur-euse-s politiques.

www.demokratielabor.ch (de)

Lors de l'atelier sur le climat organisé à Thoun/CH, des enfants se penchent sur le gaspillage alimentaire.



La « Jane's walk » à Coire/CH invite les citoyen.ne.s à une découverte collective de la ville.



Camp inclusif de
Via Alpina Youth
en été 2025
à Chamonix/F.

Des aventures partagées : la montagne inclusive

L'inclusion ne se contente pas de changer la vie des personnes atteintes de handicap, elle exerce également une influence sur l'ensemble des groupes la pratiquant, explique **Marjeta Čič** de inPlaninec. Depuis 11 ans déjà, le comité du Club alpin slovène soutient la randonnée inclusive et la para-escalade, qui rassemblent les personnes vivant avec ou sans handicap.

Les sports de montagnes sont souvent symbole de liberté. En réalité, ils sont loin d'être accessibles ou sûrs pour tout le monde. Les entraves ne sont pas seulement morphologiques, mais aussi ancrées dans les représentations sociétales : peur d'être différent-e, peur envers les personnes en situation de handicap et doutes quant aux capacités de certain-e-s de réussir. Des préjugés qui sont souvent de plus grands obstacles que les sentiers de montagne eux-mêmes.

« Je reste debout, mon accompagnateur aussi. J'inspire, j'expire, encore et encore. Une vague d'oxygène traverse mon corps, je ressens de la force et reprends la route. Il me suit lentement. Le fait qu'il ne me force pas à me dépêcher est tellement libérateur », explique Nataša, une participante qui souffre de plusieurs problèmes de santé et est neurodivergente. Cela signifie que son cerveau fonctionne différemment que la norme sociale. L'inclusion signifie que chacun-e a la possibilité de participer à des expériences de montagne, indépendamment de ses capacités physiques, sensorielles ou autres. L'exclusion et la séparation laissent place à l'adaptation, au soutien, à l'envie d'apprendre et aux expériences communes.

Déconstruire les stéréotypes et renforcer l'empathie

En pratique, cela passe par des voies accessibles à toutes et à tous, un personnel qualifié, des accompagnateur-ice-s et l'impli-

cation dans des activités auxquelles chacun-e contribue selon ses possibilités. Les randonnées en commun déconstruisent les stéréotypes, renforcent l'empathie et établissent des relations de confiance. Les participant-e-s apprennent à travailler ensemble, à être patient-e-s et à s'entraider. La randonnée inclusive est une expérience enrichissante pour chacun-e. Un participant aveugle témoigne : « Durant la randonnée, pour la première fois, j'ai eu le sentiment de faire partie intégrante du groupe. Ma peur de ne pas y arriver a disparu lorsque j'ai compris que le groupe me soutenait. »

Qui fait partie de inPlaninec? Toute personne qui participe à une randonnée inclusive, peu importe son rôle. Sous le terme inPlaninec, nous rassemblons les personnes atteintes de handicap, celles ayant des besoins particuliers et celles vivant sans handicap – peu importe leur âge. Nous formons ensemble la communauté inPlaninec: nous travaillons également avec des associations, des écoles, des communes et des volontaires, ce qui nous donne la possibilité de créer des expériences de montagnes sur mesure.

Bien souvent, l'inaccessibilité des montagnes n'est pas due aux individus, mais au manque d'adaptation et de compréhension. Dès lors que l'on surmonte ces obstacles, les Alpes se transforment en un lieu où chacun-e peut faire l'expérience de la nature, de l'appartenance à un groupe et d'une communauté. Il faut simplement ouvrir la voie. Les randonnées inclusives montrent que la vraie force

des montagnes réside dans leur faculté à rassembler tout le monde. ▲

Marjeta Čič, vice-présidente du comité de InPlaninec

«La montagne pour Tous-tes»

L'inclusion ne s'impose pas d'elle-même : elle nécessite de l'attention, des échanges et d'être prêt-e à remettre en question les structures en place. Le manuel du projet Erasmus+ «Via Alpina Youth» rassemble des réflexions, des expériences et des idées concrètes pour apporter davantage de diversité et de participation dans le sport de montagne et dans les Alpes. Il invite à considérer l'inclusion comme un moyen d'apprentissage commun, à mieux réfléchir aux expériences de la nature et à les rendre plus accessibles.

www.cipra.org/fr/via-alpina-youth



Podcast CIPRA:
interview de
Marjeta Čič en
anglais

Photo: Maja Kogovšek

CO-CONSTRUCTION SOUHAITÉE !

ALPENSCÈNE 113/2026



« Façonner leurs conditions de vie quotidiennes »

A l'école, au travail ou partout ailleurs : la participation exerce une influence sur notre santé, explique **Katharina Crepaz**, chercheuse en sciences politiques et en santé publique.

Madame Crepaz, pourquoi nos possibilité de participation à la vie politique et sociale ont-elles une influence sur notre santé ?

La participation est une ressource majeure en matière de santé. La santé ne dépend pas seulement des visites chez le médecin ou à l'hôpital, mais aussi de ce que l'on fait chez soi, au travail, là où l'on se déplace, où l'on apprend, où l'on est soigné-e, où l'on passe son temps libre et où l'on tisse des relations sociales. Dans un rapport récent sur les déterminants sociaux de la santé, l'OMS affirme que les conditions de vie ainsi que l'accès au pouvoir, à l'argent et aux ressources exercent une plus grande influence sur notre santé que les gènes ou les traitements médicaux. « Grâce à la participation, les individus peuvent contribuer à façonner leurs conditions de vie quotidiennes. » Lorsqu'une personne n'a pas la possibilité de participer et de contribuer aux prises de décisions, la dimension sociale de sa santé est la première affectée. A long terme, sa santé physique et psychique le sont également.

Pour quels groupes de population est-il particulièrement difficile de s'engager ?

Les personnes à faibles revenus, à faible niveau d'éducation, disposant de connaissances linguistiques limitées, atteintes de handicap ou ayant des enfants ou des proches à leur charge ont moins d'opportunités de participation. Cela est particulièrement difficile pour les personnes cumulant plusieurs de ces facteurs : on parle alors de discrimination intersectionnelle. Les modèles de participation sont souvent organisés selon les modes de vie d'adultes à haut niveau d'éducation, mobiles et à l'emploi du temps flexible : réunions organisées le soir dans une salle communale, seulement en présentiel, avec des documents complexes, sans possibilité de transport et de garde d'enfants, sans traduction.

En quoi la pression sociale incitant à participer dans les villages diffère-t-elle de l'anonymat des villes ?

Dans les villages, la participation est souvent davantage ancrée dans le quotidien. On rencontre par hasard la maire à la boulangerie, on connaît le président d'une association ou on se croise à la chorale. Tout cela peut être bénéfique pour la santé, car la proximité crée de la confiance, et l'on peut rapidement trouver de l'aide. Cette proximité a aussi un côté négatif : celui ou celle qui ne participe pas est mis-e à l'écart. Dans les villes, cela fonctionne souvent en sens inverse. On peut avoir une opinion différente, sans que tout le voisinage soit au courant. Il existe davantage d'associations spécialisées, de centres de conseil, de groupes d'autogestion et de formes de contestation. Dans le même temps, il est plus difficile d'établir du contact entre les individus.

Quels avantages les communes tirent-elles d'une large participation ?

Premièrement, les décisions prises sont meilleures, car elles intègrent plus de connaissances de la vie quotidienne : où faudrait-il construire un trottoir ? Quelle correspondance de bus ne convient pas au travail posté (en rotation) ? Deuxièmement, ces processus renforcent la confiance, car les gens voient que les politiques ne décident pas pour eux, mais avec eux. Troisièmement, on trouve des solutions plus viables pour résoudre les conflits liés au logement, au tourisme, aux soins, à la mobilité, à l'adaptation au climat ou au développement local. L'espace alpin se prête particulièrement bien à cela, car beaucoup de défis concernent directement la vie locale. De plus, la petite taille des communes fait que la participation n'y est pas une notion abstraite. ▲

Interview: **Michael Gams**, CIPRA International

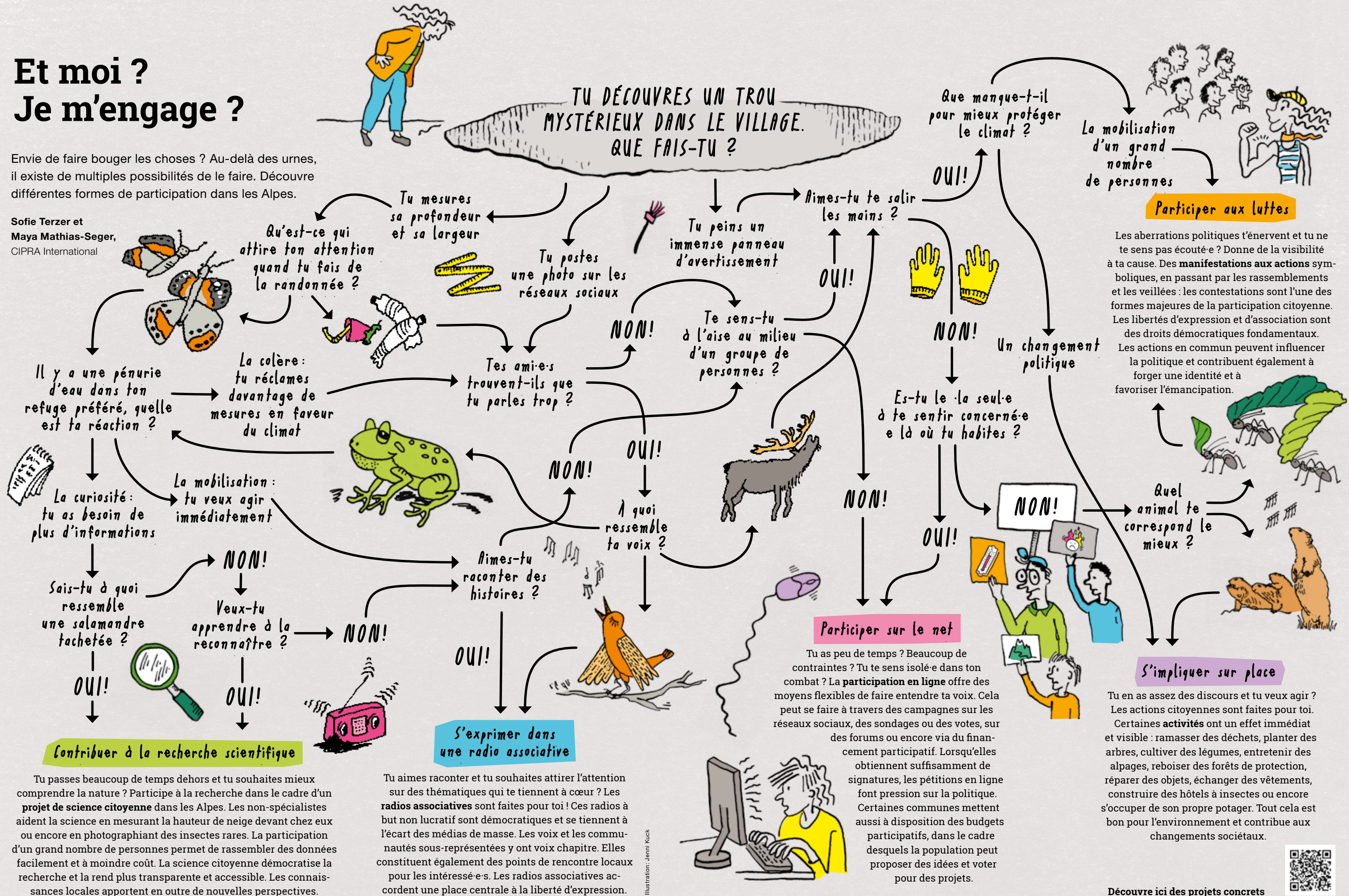


Katharina Crepaz est chercheuse au «Center for Autonomy Experience» du centre de recherche de la Eurac à Bolzano/l et maitresse de conférence sur les déterminants sociaux de la santé à l'Université technique de Munich/D.

Et moi ? Je m'engage ?

Envie de faire bouger les choses ? Au-delà des urnes, il existe de multiples possibilités de le faire. Découvre différentes formes de participation dans les Alpes.

Sofie Terzer et
Maya Mathias-Seger,
CIPRA International



Tu passes beaucoup de temps dehors et tu souhaites mieux comprendre la nature ? Participe à la recherche dans le cadre d'un **projet de science citoyenne** dans les Alpes. Les non-spécialistes aident la science en mesurant la hauteur de neige devant chez eux ou encore en photographiant des insectes rares. La participation d'un grand nombre de personnes permet de rassembler des données facilement et à moindre coût. La science citoyenne démocratise la recherche et la rend plus transparente et accessible. Les connaissances locales apportent en outre de nouvelles perspectives.

Tu aimes raconter et tu souhaites attirer l'attention sur des thématiques qui te tiennent à cœur ? Les **radios associatives** sont faites pour toi ! Ces radios à but non lucratif sont démocratiques et se tiennent à l'écart des médias de masse. Les voix et les communautés sous-représentées y ont voix chapitre. Elles constituent également des points de rencontre locaux pour les intéressé·e·s. Les radios associatives accordent une place centrale à la liberté d'expression.

Illustration: Jenni Kuck

Découvre ici des projets concrets



«
La politique n'est
jamais proposée
comme orientation
professionnelle
»



Sonja Jöchl
organise des cours
destinés à ceux
et à celles qui
s'intéressent à la
politique.

La politique requiert de la formation, de la diversité et des personnes prêtes à endosser des responsabilités – peu importe leur parti, leur origine ou leur expérience. C’est ce qui a poussé **Sonja Jöchl** à cofonder l’association à but non lucratif «Love Politics», qui propose en Autriche, en Allemagne et en Suisse une formation pour les personnes intéressées par la politique, peu importe leur parti. Dans cette interview, elle évoque l’état actuel de la démocratie, la participation politique et les raisons pour lesquelles le champ politique a besoin de nouvelles portes d’accès.

Avec Love Politics, vous avez créé une plateforme qui encourage à se former et à participer à la vie publique. Qu’est-ce qui vous y a poussé ?

Au fond, nous cherchions un moyen de faire mieux que de déplorer ce qui ne fonctionne pas. Nous avons fondé « Love Politics » car nous voulions aider les personnes qui souhaitent débiter leur engagement mais n’ont jusqu’à présent pas trouvé de voie d’accès au champ politique. Beaucoup ne disposent pas de réseau politique ou ne viennent pas de familles politisées. On ne s’imagine souvent pas qu’il serait possible de s’engager en politique – cette dernière n’est ainsi jamais proposée comme orientation professionnelle. C’est précisément cela que nous voulons changer. Nous avons donc lancé un appel, et un nombre incroyable de personnes se sont manifestées. Nous avons alors compris que nous avions visé juste.

De moins en moins de personnes sont actives politiquement. Pourquoi ?

La politique était auparavant synonyme d’influence et de marge de manœuvre. Elle a aujourd’hui un énorme problème d’image. On est rapidement considéré comme corrompu ou agissant pour son propre intérêt, et le métier a beaucoup perdu de ses attraits. A cela s’ajoutent le bashing permanent et la polarisation. Dans le secteur économique, on a compris depuis longtemps que tout cela est contre-productif. C’est pourtant comme cela que fonctionne souvent la politique. La société en a marre de voir les partis se disputer constamment. Nous voulons voir de la coopération qui cherche à résoudre des problèmes. Tout cela est exacerbé par les réseaux sociaux. Menaces de violences, insultes ou pression constante font aujourd’hui partie du quotidien de multiples hommes et femmes politiques. Dans le même temps, tout est plus rapide, plus direct et davantage imprégné de

désinformation. Je m’efforce donc de savoir comment nous pouvons revenir à une culture politique au sein de laquelle on peut exprimer différentes opinions sans être instantanément qualifié-e d’ennemi-e. Il devrait s’agir d’un concours aux meilleures idées, et non à celui ou celle qui dénigre le plus les autres.

Quelles sont aujourd’hui les qualités nécessaires pour être crédible et efficace en politique ?

Pour moi, les politiciennes du 21e siècle se caractérisent avant tout par une chose : une vision claire, qui leur permet d’être identifiable. Pour nous, cela est fortement lié à la notion de sincérité. La diversité est tout aussi importante. Encore et toujours, la politique se caractérise par une diversité extrêmement faible. Nous avons besoin de davantage de femmes, de jeunes, de personnes issues de l’immigration, et plus généralement de réalités de vie plus partagées. En effet, la représentation fait la différence. Puis les femmes font souvent face à plus de difficultés. Outre toutes les contraintes générales, elles subissent bien souvent du sexisme, sont dévalorisées ou intimidées. Cela demande une carapace solide.

Je reste malgré tout optimiste. Le fait que de moins en moins de personnes soient aujourd’hui attirées par la politique montre que nous sommes arrivés à un point où le changement est nécessaire. Si nous voulons que les responsabilités soient endossées par les personnes les plus compétentes, alors nous devons les traiter avec plus de considération – et peut-être qu’à l’avenir, elles n’auront plus à tout subir.

A vos yeux, quels sont les risques encourus par la démocratie, dans un contexte où de moins en moins de gens sont actifs politiquement ?

Le plus grand risque est qu’à un certain point, il n’y ait plus assez de personnes qui s’en-

gagent pour la société car ils s’en soucient sincèrement. Alors ne resteront que celles et ceux qui agissent avant tout par intérêt personnel – les USA nous en offrent actuellement un bel exemple. J’ai longtemps pensé que la complexité était le véritable ennemi de la démocratie, car personne ne parvient à s’y retrouver. Je vois désormais les choses différemment. La démocratie est la seule forme de gouvernance capable de gérer cette complexité. La liberté rend nos sociétés complexes. Je peux aujourd’hui changer mon lieu d’habitation, mon travail ou mon mode de vie – et c’est précisément cela qui donne naissance à tant de possibilités et d’interactions. C’est pourquoi il faut embrasser tant la complexité que la démocratie. C’est grâce à elles que nous jouissons aujourd’hui de cette liberté. Parfois, je me demande même si le mot « démocratie » a encore un sens pour de nombreuses personnes. Toutefois, jusqu’à présent, je n’ai toujours pas trouvé de meilleur terme. C’est pourquoi nous devons nous efforcer de mieux expliquer en quoi la démocratie est si importante pour notre liberté. >

«
La politique
se caractérise
par une diversité
extrêmement
faible.
»

Photo: Paul Kuncio



La responsable de la mise en réseau

Sonja Jöchtel est cofondatrice de « Love Politics », une formation multipartite destinée à la prochaine génération de responsables politiques principalement axée à l'échelle communale. « Love Politics » s'engage en faveur de davantage de diversité en politique et crée des espaces au sein desquels des personnes talentueuses issu.e.s de différents partis apprennent les un.es des autres, développent ensemble des solutions et repensent la coopération démocratique. Elle est en outre policy fellow au Complexity Science Hub (CSH) à Vienne. Elle était auparavant membre de la direction de la fondation du Forum Européen Alpbach et de Caritas Autriche. Son travail se situe à la croisée entre démocratie, science et politique, et met l'accent avant tout sur l'élaboration de politiques fondées sur des données factuelles, la coopération entre différents secteurs et le renforcement de la résilience démocratique.

www.lovepolitics.net (de)

Venons-en donc aux solutions...

D'après moi, la solution consiste à aider les gens à développer leur propre boussole. Et également à les mettre en relation avec des partis – ou bien en leur trouvant des moyens de s'impliquer en politique en s'affranchissant des partis. Sur ces questions, chez « Love Politics », nous sommes en principe ouvert-e-s d'esprit. Si quelqu'un nous dit qu'il ou elle souhaite rester en dehors des partis, nous l'acceptons. Même s'il ou elle souhaite plus tard intégrer un parti se situant aux extrêmes. Il existe toutefois une condition : au début de la formation, on se familiarise avec les droits fondamentaux européens, la démocratie

libérale et les objectifs de développement durable. Si la personne y adhère, alors cela nous convient. Il s'agit moins d'une signature que d'une communauté de valeurs. Si la personne n'y trouve aucun intérêt, alors elle ne tirera très probablement rien de la formation.

Avez-vous un conseil pour les communes afin de faciliter les processus de participation ?

Si les communes sont assez courageuses pour mettre en œuvre des processus de participation et pour plus tard réellement réaliser les projets, alors elles ne devraient pas le faire une seule fois et pas dans un seul et unique format. Si j'organise par exemple une soirée d'information dans une auberge pour y parler des éoliennes, alors j'exclus de facto une partie de la population. Certaines personnes n'ont pas de possibilité de garde d'enfants. D'autres doivent travailler. Si je prends la participation citoyenne au sérieux, alors je prends l'initiative d'aller vers les gens. Je recherche des associations et je discute avec les gens qui sont en mesure de faire passer le message. Et puis je m'interroge : comment faire en sorte que la population obtienne les informations dont elle a besoin pour prendre une décision ? Et comment lui donner des possibilités de poser des questions ? Je ne peux pas croire que ma mission est accomplie dès lors que quelques lignes ont été publiées dans le journal ou parce que j'ai organisé une simple réunion d'information. Si je veux toucher les gens, alors je dois créer de véritables espaces de rencontre. Je n'ai pas de représentation idéale de ce à quoi ces derniers doivent ressembler, mais ils doivent exister. Ils doivent aussi laisser place au doute. Il ne faut pas balayer les doutes d'un revers de la main, sans quoi les gens voteront avec leurs pieds. A l'échelle des communes, je pense que c'est extrêmement important.

L'information est une chose, mais comment parvenir à vraiment motiver les gens à participer ?

Rien qu'en étant membre d'une association, on y contribue. C'est une forme d'engagement social extrêmement importante. En milieu rural tout particulièrement, la solitude est une problématique majeure. Elle est source de frustration, de pauvreté et de tristesse. L'existence d'associations qui rassemblent les gens et leur donnent le sentiment d'exister au regard d'autrui est importante également sur le plan politique. Si je ne reconnais pas cette valeur, si je ne vois pas ce qu'apportent les personnes

qui accueillent les autres et créent un esprit de communauté, alors je n'ai pas suffisamment prêté attention. J'ai un pull sur lequel est écrit : «If you're not angry, you're not paying attention.» («Si vous n'êtes pas en colère, c'est que vous ne faites pas attention.») Je pense aussi qu'il faut davantage considérer les entreprises comme des acteurs démocratiques et leur demander : que faites-vous pour que les gens ne ressentent pas de frustration, et pour développer un sentiment d'appartenance ? C'est pourquoi je considère le terme de participation citoyenne au sens large. Elle ne concerne pas seulement les manifestations ou les débats du type «Not in my backyard» («Pas de ça chez moi»). Elle inclut également le fait de remarquer, nommer et valoriser ce que font les gens. Cela fonctionne. C'est certain. Et cela affaiblit considérablement les discours incendiaires. La participation implique des rencontres, le partage d'informations et la possibilité de poser des questions et de recevoir des réponses.

Quels sont vos souhaits pour une culture politique saine et dynamique dans l'espace alpin ?

Je voudrais que chacun-e ressente qu'il ou elle a le droit et la possibilité de contribuer aux débats. Que tout le monde se sente pris en compte et écouté – et que la politique implique clairement des personnes d'horizons variés. A mes yeux, il est également important que les décisions politiques reposent sur de vraies informations et qu'elles soient compréhensibles. Que les gens soient en mesure de comprendre pourquoi telle ou telle mesure est appliquée ou non. La structure exacte du système m'importe peu, qu'il s'agisse ou non d'un système de partis. L'essentiel est qu'il permette aux gens d'agir de manière authentique et d'apporter leurs expériences et leur expertise. Lorsque l'on évoque la diversité, beaucoup de personnes pensent immédiatement aux questions de genre ou d'origine. Pourtant, dans la politique, il y a par exemple très peu de personnes expertes en finance ou en informatique. C'est précisément ce genre de perspectives qui font souvent défaut. La situation est similaire dans le secteur économique, principalement représenté par les lobbys. On devrait donner bien davantage de visibilité à d'autres expériences et points de vue. ▲

Interview: Caroline Begle, CIPRA International; Photos: Paul Kuncio

Manifestation contre les projets d'extraction de gaz naturel : la jeunesse proteste à Reichling/D, en 2025.



Les voix de la jeunesse alpine

De la création d'un espace culturel dans une vallée du Piémont/I à des manifestations contre des forages gaziers en Bavière/D : dans les Alpes, une grande partie de la jeunesse s'engage activement au sein des communautés locales.

Franziska a débuté son engagement politique en 2019 avec « Fridays for Future » (FFF). Parmi ses plus grands succès, l'activiste de 25 ans compte une manifestation organisée en 2025 contre un projet d'extraction de gaz naturel à Reichling/D. 1 200 personnes ont participé à cette action, et environ 60 000 signatures ont été récoltées. Établir une relation de confiance avec la population locale était alors capital. Comme l'explique la chercheuse en sciences politiques, il était essentiel de rester patient-e et de construire des relations solides et transparentes : «La manifestation s'est tenue un an après ma première rencontre avec la population locale. Nous avons eu la possibilité de faire connaissance et de discuter, par exemple autour d'une bière. » La coopération étroite avec Greenpeace et la Fédération allemande pour l'environnement et la protection de la nature a également été un facteur décisif. Le travail avec des collaborateur-ric-e-s expérimenté-e-s et rémunéré-e-s était un soutien précieux, mais requérait dans le même temps des capacités d'adaptation, chaque organisation fonctionnant différemment.

Un espace culturel pour la jeunesse

Créer un espace local destiné aux jeunes et centré sur la musique, le théâtre et des thématiques comme la durabilité : voilà l'objectif du « Youth Empowerment Partnership Programme » (YEPP) dans la Vallée de la Stura/I. Cette association a été fondée en 2018 dans le cadre d'un programme européen avec le soutien de « l'Unione Montana Valle Stura ». YEPP organise des événements afin d'identifier les idées, les

besoins et les causes de la population locale. Elle développe en outre de nouveaux projets ainsi qu'un espace culturel au sein duquel les jeunes peuvent débattre sur des thématiques telles que la « fast fashion ». YEPP a par exemple organisé la projection d'une courte série de films au sujet des déchets textiles, suivie d'une table ronde. L'objectif de cette action était de sensibiliser à certaines thématiques sociales contemporaines tout en aiguisant l'esprit critique des participants. Alessia, l'une des coordinatrices, affirme que l'apport le plus important de l'association a été le développement d'un réseau local. C'est ainsi que la structure est parvenue à surmonter les rivalités qui existaient au départ entre les différentes organisations régionales. Bien qu'il s'agisse de deux exemples distincts, tirés de différentes régions des Alpes, ils ont plusieurs caractéristiques en commun : un engagement local solide, un soutien par des organisations et des institutions, un haut degré de flexibilité, un partage des responsabilités ainsi qu'une approche consistant à débiter par des projets simples et faciles à mettre en œuvre. La patience, l'établissement de relations viables et un engagement progressif ont également été des facteurs déterminants. Nous avons été marqué-e-s par l'enthousiasme évident de ces jeunes, qui démontre bien l'attachement qu'ils ont à leur région d'origine et leur volonté de s'engager pour l'avenir de ces dernières. ▲

Alexandra Senn et Giovanni Volpi
Conseil des jeunes de la CIPRA

Une jeunesse impliquée dans toutes les Alpes

Le Conseil des jeunes de la CIPRA (CYC) rassemble des jeunes originaires de diverses régions des Alpes et qui souhaitent s'engager pour l'avenir de la région alpine. Ils s'échangent des idées, conseillent la CIPRA et réalisent leurs propres projets.

www.cipra.org/fr/cyc

Le Conseil des jeunes de l'EUSALP donne la parole à la jeunesse dans le cadre de la stratégie macrorégionale pour l'espace alpin.

Étant donné qu'il s'agit d'un organe officiel, les jeunes peuvent contribuer au travail sur des thématiques importantes et apporter leurs idées.

www.alpine-region.eu/alpine-youth (en)

Au Parlement des jeunes de la convention alpine, les élèves de huit écoles partenaires débattent dans une simulation parlementaire au sujet de problématiques actuelles de l'espace alpin.

Ils disposent ainsi d'un aperçu des processus politiques et peuvent se mettre en réseau.

www.ypac.eu (en)



Pour la transparence et la concertation citoyenne : Les représentants Mountain Wilderness France devant l'ONU à Genève/CH.

Un droit à la transparence et à la participation

L'attribution des Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver 2030 à la France a suscité une forte mobilisation des associations environnementales et de défense de la montagne. Le débat sur la participation citoyenne dans les Alpes a même atteint les Nations unies à Genève/CH.

Le projet représenterait plus de 4 milliards d'euros d'investissements, des impacts importants sur les territoires alpins, les ressources en eau, la biodiversité, ainsi qu'environ un million de tonnes de CO₂ annoncées : Le Collectif Citoyen JOP 2030, fondé par la juriste Delphine Larat, dénonce un manque de transparence et de concertation citoyenne

autour des Jeux olympiques d'hiver dans les Alpes françaises. Pour porter ces critiques, le collectif a sollicité plusieurs organisations afin d'engager une action commune. Des antennes régionales (Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur) et le pôle national de France Nature Environnement, Mountain Wilderness France et la Ligue des droits de l'Homme se sont ainsi associés au Collectif Citoyen JOP 2030. Ensemble, ils ont saisi le Comité de contrôle de la Convention d'Aarhus des Nations unies, qui siège à Genève.

Une absence de débat public

La Convention d'Aarhus, adoptée en 1998, garantit trois droits fondamentaux en matière d'environnement : l'accès à l'information, la participation du public aux décisions ayant un impact environnemental et l'accès à la justice en cas de non-respect de ces droits. Les associations estiment que ces principes n'ont pas été respectés dans le cadre des JOP 2030, en particulier faute de débat public global en amont des décisions majeures.

Photo: Sandra Stavo Debaugue

Convention d'Aarhus et Convention alpine : Quels liens les unissent ?

Le cœur du recours porte sur la participation citoyenne. Les requérant-es dénoncent des consultations tardives, fragmentées et insuffisamment efficaces, et réclament la reconnaissance d'une violation du principe de participation « en amont » (Article 6), ainsi que la recommandation d'un débat public global pour des projets de cette ampleur. Après plusieurs recours devant les juridictions administratives françaises, l'affaire a pris une dimension internationale. Le 19 novembre 2025, le Comité de la Convention d'Aarhus a déclaré recevable la communication déposée contre la France concernant les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver Alpes 2030. Cette décision, inédite pour un projet olympique, signifie que les griefs sont jugés suffisamment sérieux pour être examinés en détail.

Le gouvernement français conteste

Dans sa réponse datant du 24 avril 2026, la France conteste toute violation de la Convention. Le gouvernement affirme que le projet olympique ne constitue pas une décision unique nécessitant un débat public global, mais un ensemble de projets distincts soumis chacun aux procédures de participation prévues par le droit français. Il soutient que les consultations auront lieu au fil des autorisations administratives et demande donc le rejet des griefs. Les associations et leurs avocat-es préparent désormais une réponse collective au Comité d'Aarhus, dans l'attente de la poursuite de l'examen du dossier. Si le Comité d'Aarhus venait à constater un manquement de la France, il ne pourrait cependant pas annuler les Jeux olympiques d'hiver 2030, mais pourrait recommander des mesures destinées à renforcer la transparence et la participation du public dans la conduite du projet.

Anna Blanc-Gras
Mountain Wilderness France

La convention d'Aarhus garantit au citoyen.nes certains droits à la participation. Ses signataires, dont les États alpins et l'UE, se sont engagés à protéger ces droits. Quant à sa mise en œuvre, de nombreuses lacunes persistent encore. C'est ce que pointe du doigt dans ses décisions le Comité d'examen du respect des dispositions de la convention d'Aarhus. Bien qu'elles n'aient aucune valeur juridique contraignante et ne puissent être invoquées devant un tribunal, elles exercent malgré tout une influence, car elles mettent en lumière certains dysfonctionnements et font pression sur la politique. A travers de nombreuses décisions pionnières, la Cour de justice européenne a contribué à faire avancer ces droits à la participation. La participation à des procédures d'approbation ou l'accès à la justice doivent ainsi être garantis dès lors que le droit environnemental de l'UE est concerné. Cela vaut également lorsque des dispositions de la Convention alpine sont applicables, car l'UE est partie signataire au même titre que les États alpins. La Convention alpine fait donc partie intégrante du droit environnemental de l'UE. Des limites existent toutefois pour les États en dehors de l'UE comme la Suisse ou le Liechtenstein.

Paul Kuncio, CIPRA International

www.unece.org/env/pp/cc (en)



Les Alpes : bien plus qu'un simple terrain de jeu

Les Jeux olympiques d'hiver dans leur forme actuelle ne sont ni écologiquement, ni socialement acceptables. Dans sa récente prise de position, la CIPRA exige des réformes approfondies de la part du Comité International Olympique (CIO) et des pays hôtes.

www.cipra.org/positions

Passer de l'écoute à l'action

Qu'il s'agisse d'aménager des rues ou de développer un quartier, les bonnes décisions sont prises là où la parole est donnée à de multiples perspectives et où les gens s'écoutent les uns les autres.



Lors de promenades, on peut partager des expériences et des idées d'une manière simple.

La participation ne se réduit pas à savoir qui a la parole. Il est également essentiel de choisir le bon moment et les méthodes adaptées, ainsi que de s'assurer d'une conception minutieuse du processus. Il est en outre nécessaire de bien connaître la situation locale et d'être à l'écoute des autres.

A qui est la rue ?

L'aménagement des espaces de rue et des routes illustre bien les divergences de perceptions qui peuvent exister. Dans le cadre du projet « Espaces routiers sains et adaptés au climat », des partenaires originaires de Suisse, du Liechtenstein et d'Autriche ont développé une nouvelle méthode d'évaluation visant à mieux prendre en considération les problématiques environnementales et sanitaires lors de l'aménagement des routes. Toutefois, avant même d'appliquer la méthode, il convient d'élaborer une approche socio-spatiale de ces espaces: qui y vit? Qui les utilise régulièrement ? Des écoles, des garderies ou des hôpitaux se trouvent-ils à proximité ? La sécurité, l'accessibilité ou la qualité du temps passé sur place ne sont pas des données objectives. Elles dépendent de l'âge, de la mobilité et de l'expérience quotidienne des personnes. Ce qui fonctionne pour certain-e-s constitue un obstacle pour d'autres. «La perspective socio-spatiale ne prend pas seulement en compte le bâti, mais aussi ses utilisateur-ice-s et sa construction», explique Eva Lingg-Grabher, partenaire du projet et professeure d'architecture à la Haute École spécialisée de la Suisse orientale (Ostschweizer Fachhochschule). A cela s'ajoute le fait que les rues ne sont souvent pas considérées comme des espaces publics, mais avant tout comme des surfaces destinées aux voitures. Pour Eva Lingg-Grabher, il est nécessaire de repenser tout cela car toutes les personnes qui utilisent ces espaces sont concernées. De telles analyses sont également propices à l'éligibilité de futurs projets de transformation. Si une rue est par exemple particulièrement fréquentée par des enfants, des personnes à mobilité réduite ou des seniors, les communes peuvent alors donner la priorité à son réaménagement. Eva Lingg-Grabher est convaincue que « l'analyse de l'espace social fournit une base importante pour les mesures d'aménagement et les processus de participation ». Cette approche aide à identifier en amont les défis posés par une rue ainsi que les divers besoins de la population. Cela peut passer par des discussions, des observations ou des interviews avec les concerné-e-s. Après seulement débute la vraie participation. Bien souvent, un seul et unique événement ne suffit pas. Cela requiert plutôt différentes méthodes qui se complètent – des formats numériques aux enquêtes, en passant par différents événements. Cependant, le succès d'un processus de participation ne repose pas uniquement sur l'inclusion des différents groupes concernés.

Se promener et écouter

Les thématiques alpines de la mobilité, la transition énergétique ou de l'utilisation des terres se recourent.

Les enfants, les personnes âgées et les personnes à mobilité réduite perçoivent souvent la même rue de manière différente.

L'aménagement d'une rue a une incidence sur la santé des usagers et la protection du climat.



Comment partager l'espace public entre les voitures, les vélos et les piétons ? Quel est le meilleur emplacement pour installer une éolienne ? Quelles surfaces utiliser, et lesquelles protéger ? Là où différents intérêts se font concurrence, les discussions sont souvent houleuses et se résument à des oppositions. Les parties prenantes défendent leur position au lieu de chercher des compromis, et les débats sont souvent dominés par les plus bruyant-e-s. C'est là qu'intervient le projet « LISTEN »: dans trois régions pilotes situées en Belgique, en Suède et en Autriche, des représentant-e-s de la société civile, de communes et du secteur économique expérimentent des méthodes d'écoute active et collective. Pour Janin Salzger, « nous avons besoin d'une culture de l'écoute, en particulier en ces temps de polarisation de la société ». Membre du CIPRA Lab, elle s'occupe de la mise en œuvre de ces activités dans le Valais, la région pilote autrichienne. Elle y a testé diverses méthodes d'écoute, telles que des enquêtes de terrain, des podcasts ou encore des promenades. Au sujet de la cohabitation intergénérationnelle, Janin Salzger a notamment interviewé



des gens dans la rue. Elle voulait découvrir quelles activités occupaient les gens dans leur quartier. Pour ce faire, elle a joué des enregistrements audio de bruits du quotidien, comme le bourdonnement d'une machine à café ou le martèlement d'un chantier. Les résident-e-s ont fait le lien avec leurs propres expériences et se sont mis-e-s à raconter. Des citations ont ensuite été extraites de ces entretiens et diffusées lors d'un événement dédié. Des politicien.nes et des spécialistes ont donc pu écouter les témoignages de la population et intégrer ces perspectives à leurs discussions. Au départ, les thèmes ont été abordés dans des podcasts, grâce auxquels les habitant-e-s ont obtenu un aperçu des points de vue des milieux politiques et économiques. Le projet « LISTEN » a également eu recours à des promenades en commun à l'intérieur du quartier concerné: qu'est ce qui saute aux yeux? Qu'est-ce qui fonctionne bien ? Où surviennent les conflits ou les incertitudes ? Les participant-e-s partagent leurs observations et leurs expériences quotidiennes et découvrent les perspectives d'autrui. Cela est bénéfique aux processus de planification et au développement de représentations communes de l'avenir. Sous la forme de promenades, ce format de participation en plein air complète les workshops classiques et offre un accès facile aux personnes qui participent moins aux discussions formelles. Janin Salzger affirme que « ce ne sont pas les arguments les plus bruyants qui peuvent résoudre les conflits et faire émerger des solutions viables, mais plutôt le fait d'être à l'écoute des perspectives d'autrui. » ▲

Maya Mathias-Seger, CIPRA International

www.cipra.org/fr/espaces-routiers
www.cipra.org/fr/listen

S'inspirer de la nature

Se prémunir des crues, désimperméabiliser ou encore conserver des forêts de protection : les solutions fondées sur la nature montrent comment l'espace alpin peut devenir plus résistant aux risques climatiques.



A travers les Alpes, des volontaires participent à l'entretien de forêts protectrices, comme ici sur les versants situés au-dessus de la commune de Schaan au Liechtenstein.

Photo: Alma Hummelsberger

Un parking désimperméabilisé à Brunico/I offre aujourd'hui un espace dédié à la nature et aux loisirs.

Le bruit des coups de hache résonne à près de 1 000 mètres d'altitude, au cœur des forêts situées au-dessus de Schaan, au Liechtenstein. Six jeunes femmes vêtues de gilets de signalisation jaune vif sont à l'ouvrage sur un épicéa long de vingt mètres, récemment tombé. Des branches s'envolent, des troncs écorcés jonchent le sol. Les volontaires se mobilisent pour ce projet forestier de montagne («Bergwaldprojekt»). Pendant une semaine, ils éclaircissent la dense plantation d'épicéas, font de la place pour diverses espèces d'arbres telles que l'érable sycomore et s'efforcent de structurer la forêt. Sur ces pentes abruptes, tout comme dans de nombreuses autres communes alpines, la fonction protectrice de la forêt n'a pas vraiment été prise en compte il y a un siècle. On a alors planté principalement des épicéas, pour des raisons économiques. Des monocultures qui résistent très mal aux changements climatiques, aux orages et aux infestations par des scolytes. Une forêt protectrice en bonne santé est pourtant indispensable : elle protège les zones habitées et les infrastructures de la vallée des éboulements et des avalanches, stocke et filtre l'eau potable et offre un habitat aux espèces locales. En Suisse, plus de 42 pour cent des zones forestières sont des forêts de protection. Entretenir une forêt protectrice intacte à la place de structures de protection mécaniques est près de 75 fois moins coûteux et contribue en même temps massivement à la protection de la biodiversité, au maintien de l'équilibre hydrique et à la résilience climatique. Le rapport « Solutions fondées sur la nature et leurs structures de gouvernance dans l'espace alpin » cite le Bergwaldprojekt comme modèle: il soutient des exploitations forestières dans différents pays depuis plus de 40 ans.

Davantage d'espace pour les cours d'eau

Dans la vallée de la Triesting, située dans le Wienerwald à environ 50 kilomètres au sud de Vienne, une rivière s'écoule paisiblement entre les berges en gravillons et les prairies. A quelques enjambées de la rive, les panneaux d'un pavillon expliquent aux promeneur-euse-s que les crues sont plus fréquentes à cause du changement climatique. En novembre 2024, la Triesting a débordé à la suite de précipitations ininterrompues durant des jours. Pour la première fois cependant, les habitations alentours ont été épargnées. Peu avant, une digue d'environ deux kilomètres de long avait été érigée pour transformer la vallée en un immense bassin de rétention. La rivière peut ainsi déborder sans que cela ne cause de dommages. Cela est bénéfique tant pour la population que pour la faune et la flore vivant le long de la Triesting. Dans le cadre d'un projet de recherche soutenu par la CIPRA, la réserve de biosphère Wienerwald a organisé une excursion dans la région. Pour le projet «FlowBios», qui durera jusqu'en 2028, des chercheur-euse-s de l'Université des sciences de la vie de Vienne ont collaboré avec des réserves de biosphère de l'UNESCO afin d'étudier les possibilités de mise en œuvre, sur des surfaces privées, de solutions de protection contre les crues fondées sur la nature.

Un parc de biodiversité à la place d'un parking

En milieu urbain également, les solutions inspirées par la nature peuvent considérablement améliorer la qualité de vie, comme l'illustre le centre-



ville de la commune de Brunico, située au Tyrol du Sud. Un ancien parking y a été démantelé pour être transformé en parc de biodiversité : le lieu, ombragé par un tilleul, est désormais façonné par des murs de pierre sèche, une fontaine et une pergola. On peut s'y rafraîchir près d'une fontaine à eau et se détendre dans des hamacs. Le parc est nommé d'après la médecin et neurobiologiste Rita Levi-Montalcini – un choix qui convient bien à ce type de lieux frais et ombragés, si importants pour les groupes de personnes sensibles à la chaleur comme les enfants et les seniors. Les surfaces végétalisées se réchauffent nettement moins que les surfaces pavées, les arbres fournissent de l'ombre tandis que le sol peut absorber l'eau encore et encore. Cette place réaménagée constitue un exemple réussi de gestion de la chaleur en zone urbaine. C'est pourquoi CIPRA international a récompensé la commune de Brunico d'un « Ground:breaker Award » dans le cadre d'un concours de désimperméabilisation organisé à travers les Alpes.

Michael Gams et Alma Hummelsberger
CIPRA International

Quelques idées de mesures inspirées par la nature

Renaturer les ruisseaux situés en zone urbaine, entretenir les forêts de montagne, exploiter les pâturages de manière plus durable : dans un rapport publié en 2025 auquel la CIPRA a participé, l'Office fédéral allemand de l'environnement étudie le potentiel des solutions fondées sur la nature dans l'espace alpin et les structures de gouvernance qui sont nécessaires à leur mise en œuvre. Ce rapport repose sur l'analyse de nombreux projets ayant été réalisés dans différentes régions et couronnés de succès. On compte parmi eux le concept zurichois pour les ruisseaux, qui revitalise ces derniers en milieu urbain et renforce la biodiversité tout en réduisant le risque de crues. Une planification interdisciplinaire et une transparence des processus décisionnels sont des facteurs essentiels pour mener à bien ces projets. A travers ces exemples, le rapport montre le potentiel qui réside dans les mesures fondées sur la nature.

Il est disponible au téléchargement ici:
www.cipra.org/fr/nbss

«
L'eau ne connaît
pas de frontières »

Sofie Terzer, H2Opportunities



Le projet **H2Opportunities** plonge dans le monde de l'eau dans les Alpes, depuis la fonte des glaciers jusqu'à sa gestion équitable. En tant que stagiaire, **Sofie Terzer** a contribué à sensibiliser à cette thématique

« Même si dans les Alpes, nous sommes au cœur du château d'eau de l'Europe, nous ne devons pas baisser la garde. Ici aussi, la disponibilité de l'eau est affectée par les sécheresses, les crues, les précipitations irrégulières et la fonte des glaciers. Il est urgent de gérer l'eau de manière équitable et de sensibiliser la population. C'est là qu'intervient le projet H2Opportunities: nos pub quiz et nos sous-bocks sur lesquels sont imprimés des faits sur l'eau invitent les buveur·euse·s à la discussion, et nos interviews avec différentes parties prenantes originaires de tous les pays alpins soulignent l'urgence de la mise en œuvre de mesures d'adaptation. La coopération transnationale et le développement d'une approche holistique ont quelque chose de captivant : l'eau non plus ne connaît pas de frontières. Elle est une ressource essentielle dans la vie quotidienne de chacun·e. A travers ce projet, nous voulons montrer à quel point cette ressource est précieuse. »

www.cipra.org/fr/projets/h2opportunities



Quel lien étroit existe-t-il entre protection contre les crues et nature ? Dans le cadre du projet **FLOW-BIOS**, **Wolfgang Pfefferkorn** cherche à savoir comment des solutions basées sur la nature peuvent être appliquées sur des surfaces alpines privées le plus équitablement possible.

« En termes de protection contre les crues, nous savons aujourd'hui ce qui fonctionne. Les cours d'eau ont besoin de plus d'espace, les bassins de rétention doivent être protégés, et l'eau des pluies doit être retenue là où elle tombe. Toute la difficulté réside dans cette mise en œuvre concrète : nombre de surfaces qui seraient utiles pour une protection anti-crues efficace et naturelle sont des propriétés privées. Cela entraîne des conflits entre considérations économiques, écologiques et prévention des risques. Notre projet met en lumière ces tensions et nous trouvons des moyens de combiner protection contre les crues et solutions basées sur la nature – par exemple à travers des mesures incitatives, des coopérations ou des accords contractuels équitables. L'important est de ne pas considérer la protection contre les crues en premier lieu comme une problématique technique, mais plutôt comme un défi commun qui ne peut être relevé que grâce au dialogue entre toutes les parties prenantes. »

www.cipra.org/fr/flow-bios

«
La protection
naturelle contre les
crues a besoin avant
tout de davantage
de surface»

Wolfgang Pfefferkorn, FLOW-BIOS

«
La protection du climat
échoue rarement par
manque de connais-
sances, mais souvent
par manque d'action»

Janin Salzger, EmpowerLIFE



Comment motiver les gens à protéger le climat au quotidien ? « **EmpowerLIFE – faire simple** » met en avant des possibilités concrètes d'agir. **Janin Salzger** accompagne le projet pour la CIPRA.

« Beaucoup de gens savent depuis longtemps que protéger le climat est essentiel. Et pourtant, se pose souvent la question : par où commencer ? Et de toute façon, ma contribution a-t-elle un impact ? C'est là qu'intervient notre projet. Nous montrons qu'il ne s'agit pas de prendre une seule grande décision, mais plutôt de réaliser plusieurs petites étapes au quotidien. Le sentiment de faire bouger les choses apparaît par exemple en remettant en question sa consommation, en économisant l'énergie ou en testant de nouvelles routines. C'est quelque chose que nous remarquons sans cesse dans notre travail : ce moment où un problème abstrait se transforme en une action concrète est essentiel. Il est également important d'échanger au sein d'un groupe. Une dynamique naît dès lors que les gens partagent leurs expériences et apprennent et se motivent les uns des autres. La protection du climat n'est alors plus perçue comme un sacrifice, mais comme quelque chose de réalisable en commun et qui change concrètement le quotidien. »

www.cipra.org/fr/empowerlife

Photos: Caroline Begle, CIPRA International; Darko Todorovic

Illustration: Freepik/Magnific.com (M)



Les Alpes
en désaccord

Il nous faut un nouveau nom. J'entends parfois que « CIPRA » est trop encombrant, trop cryptique, trop français. Alors je fais ce qu'il convient de faire dans une telle situation. J'enclenche un processus participatif. Avec tout ce que cela implique : des représentant·e·s issu·e·s de tous les pays alpins, des perspectives diverses et une multiplicité des langues. Les propositions sont rassemblées, débattues, adaptées, traduites, rejetées. Est-ce que nous avons vraiment tout pris en compte ? J'élargis le cercle, j'organise une nouvelle séance de feedbacks. A la fin, les avis divergent. Nous avons un rapport qui montre que tout le monde a été entendu. Mais toujours pas de nouveau nom.

Puis un nouvel essai. Cette fois, pas d'ateliers, pas de retours ni de participation. Seulement trois personnes, dans une pièce, un après-midi. Le soir, nous avons notre nouveau nom. Clair, concis, accrocheur. Je l'envoie aux autres, et les retours arrivent rapidement. Dans telle langue, il est trop encombrant, dans telle autre, ambigu, et puis, de toute façon, il se prononce partout différemment. Certain·e·s l'utilisent, mais beaucoup ne l'adoptent pas. Bien que j'essaie de l'intégrer le plus possible, « CIPRA » apparaît encore et toujours dans mes propres textes. Il faut rapidement se rendre à l'évidence : ça non plus, ça n'a pas fonctionné.

Deux tentatives, deux approches – les deux sans résultat convaincant.

Peut-être ne faut-il pas retenir l'échec, mais plutôt tout ce qui l'a précédé. La participation prend souvent du temps, mais elle est rarement vaine. Et elle compte un succès : beaucoup ont participé aux réflexions, aux discussions, ont présenté des contre-arguments et ont nourri le débat. Ce processus a donné naissance à des idées et de la visibilité à certaines perspectives, et a fait avancer notre compréhension mutuelle. En tant que réseau, nous n'avons certes pas trouvé de nouveau nom, mais nous nous sommes rapproché·e·s.

Caroline Begle
CIPRA International

BANDE-ANNONCE

Photo: Verein Bodenfähigkeit



Des falaises aux terres fertiles

Les sols alpins sont bien plus que de simples sous-sols : ils stockent le carbone, régulent l'équilibre hydrique et contribuent à la préservation de la biodiversité. Entre exploitation intensive des surfaces, utilisation destinée aux infrastructures de transport, protection des espaces libres et nécessité urgente de construire de nouveaux logements, le sol dans les Alpes devient une ressource rare. Comment la population peut-elle gérer ces tensions ? Comment la crise climatique affecte-t-elle nos sols de montagne si fragiles ? Qui décide de l'usage des surfaces ? En quoi le sous-sol contribue-t-il à la protection du climat ? La revue thématique **Alpenscène** n° 114, qui paraîtra à l'été 2027, se penche sur toutes ces questions et bien d'autres encore.

Votre don nous permet de continuer à vous proposer des informations solides et divertissantes sur des sujets pertinents à l'échelle des Alpes !
www.cipra.org/faire-un-don



CIPRA

LEBEN IN DEN ALPEN VIVRE DANS LES ALPES
ŽIVETI V ALPAH VIVERE NELLE ALPI



Imprimé finançant une
contribution au climat
ClimatePartner.com/53385-2608-1009